

# La médiation est le message

## Rationalité et pouvoir dans la Théorie critique de la technologie

*La Théorie critique, lorsqu'elle se penche sur la question de la technologie, la relie à la théorie sociale de la rationalité. J'interrogerai ici ce lien en réexaminant la contribution de l'École de Francfort à notre compréhension de ce que j'appelle le paradoxe de la rationalité : la dégénérescence de la promesse des Lumières en simple progrès des connaissances scientifiques et techniques a donné lieu à des conséquences de plus en plus catastrophiques. Pour la Théorie critique, toute la difficulté consiste à élucider ce paradoxe sans arrière-pensées romantiques et antimodernes, mais au contraire en contribuant à une vision du monde progressiste<sup>1</sup>.*

### La rationalité selon la Théorie critique de la technologie

En 1888, Edward Bellamy publia *Cent ans après, ou l'an 2000*, la plus célèbre utopie littéraire du XIX<sup>e</sup> siècle. Son héros, après un sommeil de plus de cent ans, s'éveille au XX<sup>e</sup> siècle, dans une société socialiste dont toutes les institutions lui sont données pour rationnelles, c'est-à-dire à la fois justes et efficaces. La société socialiste de Bellamy est peuplée d'individus qui, loin d'être enrégimentés, s'avèrent extrêmement évolués et moralement responsables.

En 1932, Aldous Huxley publia *Le Meilleur des mondes*, la plus célèbre dystopie littéraire du XX<sup>e</sup> siècle. Les héros en sont des non-conformistes persécutés dans une société là encore parfaitement rationnelle mais, cette fois, totalement administrée. La dystopie de Huxley a sacrifié justice et individualité pour obtenir stabilité et contrôle.

Comment expliquer que l'optimisme du XIX<sup>e</sup> siècle se soit changé en pessimisme au siècle suivant ? Pourquoi le XIX<sup>e</sup> siècle entrevoyait-il l'avenir sous la forme de l'utopie et le XX<sup>e</sup> siècle sous celle de la dystopie ? Qu'est-ce qui, d'un siècle à l'autre, a bien pu transformer le sens de la rationalité ?

La société utopique de Bellamy s'organise autour d'une armée industrielle au sein de laquelle chaque travailleur reçoit le même salaire. Des machines leur épargnent les besognes les plus pénibles et dangereuses. La vie quotidienne et la politique ne sont pas encadrées par l'armée, pas plus que l'art, la littérature, l'étude, l'invention, le journalisme ou la religion. Toutes ces

---

<sup>1</sup> Conférence prononcée dans le cadre du cours « Rationalisation démocratique, pouvoir et technologie » à l'Université de Brasília (Brésil), avril-mai 2010.

activités sont pratiquées librement et sans le contrôle de l'expertise, dans la mesure où, dépourvues de fondement scientifique, elles n'ont que faire de la direction d'experts. Bellamy décrit donc une société bipolaire combinant collectivisme et individualisme dans des proportions idéales. Or, c'est là précisément ce qui *n'advint pas* au XX<sup>e</sup> siècle, alors même que les moyens techniques étaient effectivement disponibles pour la poursuite de fins utopiques.

*Le Meilleur des mondes* décrit, lui aussi, une société rationnelle, extrapolée à partir de deux phénomènes émergeant à l'époque de Huxley : la manipulation des masses par les médias, et la chaîne de montage de Henry Ford. Il s'agit d'un monde dystopique qui, pour concilier individu et société, élimine l'individualité. Pour ses dirigeants, tout le mal provient de ce que capacités humaines et division du travail ne s'accordent guère. Il faut donc restructurer l'esprit et le corps des hommes si l'on veut les voir se conformer aux tâches qu'ils sont condamnés à accomplir. L'alternative que propose le roman, ou plutôt le dilemme qu'il formule, oppose une technologie totale au chaos de l'individualisme, l'une offrant esclavage et stabilité, l'autre liberté et catastrophe.

Une même question, celle des conséquences drastiques d'une rationalisation de la société par le biais de la technologie, préoccupe ces romans. Les comparer permet de soulever le problème de la portée de la rationalité. Le rationnel est généralement conçu comme universel, nécessaire et moralement neutre. Cependant, dans le livre de Bellamy, progrès technique et progrès moral vont de pair, tandis que dans celui de Huxley, la technologie est inséparable de la domination. Dans aucun des deux la rationalité n'apparaît comme le milieu neutre où s'expriment en toute simplicité désirs autonomes et élans culturels. À l'inverse, dans la forme sociale où nous vivons, la rationalité *est* désir et culture. Comme le suggère mon titre, en forçant un peu dans une veine macluhanesque, la médiation rationnelle des activités sociales pervertit le message, c'est-à-dire le sens de ces activités.

Dans ces deux romans, la technologie était simplement posée dans sa perfection, ne laissant aucune place pour la question du pouvoir des hommes au sein de la sphère technique. Mais de nouvelles stratégies émergent aujourd'hui, qui ne sont ni utopiques ni dystopiques. Face aux défaillances de la rationalité, elles répondent par une intervention démocratique du citoyen *lambda* qui se répercute sur la conception des technologies et des systèmes sociotechniques. Pour répondre aux questions soulevées par ces stratégies techniques émergentes, un nouveau concept de rationalité s'avère nécessaire. Mon point de départ dans l'approche de ces problèmes préoccupants sera la critique de la rationalité par l'École de Francfort.

Theodor W. Adorno, Max Horkheimer et Herbert Marcuse arguaient qu'à l'ère moderne, la rationalité est empêtrée dans un paradoxe. Le progrès technologique, autrement dit la rationalité

sous sa forme la plus concrète, ne conduit pas à la liberté mais à la domination. La volonté de se rendre maître de la nature au moyen de la raison aboutit à la domination de certains hommes par d'autres hommes.

L'École de Francfort récusait ainsi l'idée progressiste selon laquelle les progrès dans l'ordre de la rationalité permettraient de venir à bout de la domination, qu'en somme cette dernière refluerait à mesure qu'avance la rationalisation. Habermas voyait là le « projet des Lumières », mais c'est un projet qui semble dans l'impasse. Cet échec a donné lieu à deux critiques de la rationalité. D'un côté, la critique romantique s'attaque à la raison en tant que telle, appelant à tourner le dos à la rationalité et à se retirer de toutes ses œuvres. De l'autre, diverses variantes de la Théorie critique proposent une « critique rationnelle de la rationalité ». Ces deux styles de critique débouchant sur des stratégies différentes, il est important de bien les distinguer.

La critique romantique de la raison prend sa source au XVIII<sup>e</sup> siècle et s'accompagne d'une idéalisation du passé. En littérature, elle oppose la passion au calcul et au conformisme social bourgeois. La métaphore rebattue qui voit s'affronter le vivant et le mécanique en capture l'essence. C'est une position qui présuppose un rejet de la modernité.

Les désastres de la raison au XX<sup>e</sup> siècle paraissent confirmer ce point de vue critique. Guerres, camps de concentration, armes nucléaires et, à présent, crise environnementale mettent le projet des Lumières à rude épreuve. Cependant, on admettra difficilement que soient entièrement anéantis par ces désastres le contenu et la portée de la rationalité. La raison cache probablement des potentiels encore sous-exploités mais susceptibles d'être mobilisés au profit d'une analyse réflexive, sur le modèle de la critique non romantique de la rationalité que développa l'École de Francfort. Les théoriciens francfortois gardaient l'espoir de sauver une base cohérente permettant une Théorie critique de la modernité à partir de l'héritage problématique des Lumières et du marxisme.

Il n'existe pas de concepts clés-en-main pour aborder le paradoxe de la rationalité, le fait que la technologie progresse de concert avec la domination. Pour éclairer ce paradoxe sans tomber dans les sous-entendus romantiques, il nous faut un concept de parti pris *social* qui soit approprié à l'analyse des systèmes *rationnels*. L'École de Francfort entendait précisément produire une telle analyse mais ne parvint pas à élaborer les catégories et les méthodes adéquates.

À titre d'exemple, Marcuse, encore très proche de la phénoménologie, considérait la rationalité scientifique et technique moderne comme intrinsèquement liée à la domination et plaidait pour une science et une technologie nouvelles, qui verraient en la nature un sujet. Toutefois, il refusait en même temps tout retour à une méthode qualitative prémoderne pour

l'étude de la nature. Ce que sa réforme de la science et de la technologie devait entraîner demeure obscur.

La Théorie critique a besoin d'une approche claire et conséquente du parti pris inhérent à la technologie. Nous nous écartons ici du concept habituel de parti pris, qui est étroitement lié au préjugé et à la discrimination dans les rapports sociaux. Dans un sens moins familier, cependant, le parti pris se rencontre également dans d'autres sphères. Par exemple, du fait de la prédominance de la dextralité dans la société, de nombreux objets du quotidien sont faits pour les droitiers. On pourrait parler là aussi de parti pris, bien que celui-ci en l'occurrence ne fasse pas appel au préjugé mais s'inscrive plutôt dans la conception des objets mêmes. En cela, il ressemble au genre de parti pris que présentent la technologie et un certain nombre d'autres systèmes rationnels.

Partant de cette distinction, la Théorie critique de la technologie identifie deux types de partis pris, qualifiés respectivement de « substantiel » et de « formel ». Les Lumières ont éteint le plus familier des deux : le parti pris substantiel. Les penseurs du XVIII<sup>e</sup> siècle avaient en face d'eux des institutions fondant leur légitimité sur des récits ancrés dans le passé et la religion. Se plaçant du côté des faits et de la raison, la philosophie des Lumières condamna sans appel l'Ancien Régime. Bien plus tard, une analyse similaire dénonça les partis pris raciste et sexiste, au nom, là encore, de principes éthiques rationnels et des connaissances scientifiques. Je qualifie de « substantiels » ces partis pris, dans la mesure où ils s'appuient sur les contenus spécifiques – pseudo-faits, émotions, etc. – qui motivent la discrimination.

Cependant, la technologie opère elle-même une discrimination entre dirigeants et dirigés au sein des institutions qu'elle médiatise, et ce parti pris n'implique, cette fois, pas le moindre préjugé. Une technologie partielle demeure rationnelle, en ce sens qu'elle relie efficacement la cause à l'effet. En revanche, dès lors que la technologie structure la division du travail de telle sorte que les dominés soient astreints à des tâches mécaniques et répétitives sans avoir aucune prise sur le cadre général de leur travail, leur subordination s'avère alors technologiquement intégrée. J'appelle cela un parti pris « formel » puisqu'il ne viole pas les principes formels – maîtrise, efficacité, etc. – motivant le développement et l'emploi de la technologie.

De ce point de vue, le parti pris formel, qui caractérise la technologie, est analogue à celui du marché que Marx prit pour point de départ de son analyse du capitalisme. Le marché semble rationnel mais, curieusement, l'égalité de l'échange débouche sur une inégalité, laquelle, étant légitimée non par des récits mythiques mais par l'échange d'équivalents, échappe à la critique des Lumières. Le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle vit apparaître en réaction deux styles de critique. Le

philosophe anarchiste français Proudhon lança son célèbre : « La propriété, c'est le vol ». Sa théorie considère le marché comme une supercherie plutôt que comme un système cohérent.

Marx était un penseur plus rigoureux. Il comprit que la critique du marché devait partir de l'égalité de l'échange, et non la nier. Il fallait chercher la source de l'inégalité dans la rationalité même du marché. Ce qu'il démontra en bâtissant une théorie économique élaborée sur laquelle je ne m'attarderai pas ici. Le problème majeur ne réside pas dans l'injustice du système mais dans la gestion capitaliste de l'économie et ses conséquences plus générales : la déqualification du travail et les crises économiques. En raisonnant de la sorte, Marx montra que les systèmes rationnels peuvent receler un parti pris et étendit du même coup ce type de critique à la technologie.

La portée méthodologique de l'analyse marxienne vient de ce qu'elle combine les notions apparemment contradictoires de rationalité et de parti pris ; ce que précisément devait faire aussi, bien plus tard, l'École de Francfort à travers sa critique de la technologie, dont la clé de voûte consistait non pas à accuser la technologie d'être responsable des maux frappant la société, ni à en appeler à la rationalité technologique comme remède à l'inefficacité du capitalisme, mais à montrer comment la technologie a été adaptée, *au niveau de sa structure même*, pour servir un régime d'oppression.

Systèmes et artefacts rationnels font preuve de parti pris de deux manières que nous connaissons bien. En premier lieu, il se peut que leur mise en œuvre réclame un certain contexte et que ce contexte ait des conséquences différentes pour différents individus ou groupes sociaux. Prenons le cas des cartes géographiques. Une carte peut représenter parfaitement un territoire et s'avérer, en ce sens, hautement rationnelle ; mais elle peut aussi véhiculer un parti pris social. Ainsi, par exemple, aux premiers temps de la navigation, la fabrication des cartes n'était que le prélude nécessaire à la conquête de territoires habités par des indigènes n'ayant eux-mêmes aucun besoin de cartes pour voyager.

L'autre manière de rendre partiaux les artefacts rationnels consiste à inscrire le parti pris dans leur conception même, à l'instar des outils conçus pour les droitiers ou du marché dans la théorie de Marx. De par l'influence de certains acteurs sur le procès de conception, artefacts et systèmes reflètent des intérêts particuliers. Ils n'en deviennent pas pour autant irrationnels ou inefficaces ; c'est au contraire leur manière à eux d'être rationnels. J'utilise, pour élucider cet apparent paradoxe, les concepts de « traduction », de « code de conception » et de « représentation ».

Chaque technologie est élaborée suivant un code de conception traduisant les exigences sociales en spécifications techniques. Les rampes d'accès pour handicapés en constituent un bon exemple. Jusqu'à leur introduction, le handicap était un problème privé. Les intérêts des

handicapés n'étaient pas représentés dans la conception des trottoirs, lesquels faisaient obstacle à leurs mouvements à chaque carrefour. Cependant, sitôt que la société eut endossé la responsabilité du libre déplacement des handicapés, la conception des trottoirs traduisit le nouveau droit. Cette reconnaissance prend la forme d'un cahier des charges à travers lequel les handicapés sont représentés.

À mesure que se déploient les technologies, leur contexte social est oublié, englouti dans une sorte d'inconscience donnant l'impression que la voie choisie par le progrès était de tous temps inévitable et nécessaire. Il en résulte l'illusion d'une pure rationalité, illusion qui, en conférant à la technologie existante et aux dispositifs sociaux rationalisés une apparence de nécessité à laquelle ils ne peuvent légitimement prétendre, contrarie nos efforts pour imaginer des solutions différentes. La Théorie critique démystifie cette apparence et ouvre à nouveau les perspectives futures. Ni utopique ni dystopique, elle place la rationalité au cœur du politique, où ses conséquences représentent un défi à la responsabilité humaine.

### **Système et monde vécu dans la théorie de l'instrumentalisation**

Dans cette section, je présenterai ma propre approche – que j'appelle théorie de l'instrumentalisation – en la confrontant d'un point de vue critique avec celle de Jürgen Habermas, le plus éminent représentant contemporain de l'École de Francfort. Habermas introduisit la théorie de la communication et la théorie des systèmes dans la Théorie critique, et réorienta celle-ci d'une critique radicale de la modernité vers la réforme de l'État-providence.

Il rejeta ce qu'il jugeait antimoderniste chez Adorno, Horkheimer et Marcuse. Leur analyse de la domination sociale s'appuyait sur une critique plus générale de la domination sur la nature ; or, souligna Habermas, la catégorie de domination ne s'applique qu'aux rapports humains. De surcroît, jamais ces philosophes ne fournissent les critères normatifs fondant leur analyse ni ne proposent le moindre programme concret pour réformer la société moderne.

Dans son essai de 1968 sur *La technique et la science comme "idéologie"*<sup>2</sup>, Habermas reprend un point du raisonnement de Marcuse : l'idée que le problème avec la technologie réside dans son universalisation en une vision du monde, une idéologie influençant tous les aspects de la vie dans la société moderne. Se propageant d'elle-même, la technologie en vient à remplacer aussi bien le débat public que les considérations d'ordre moral. Cette idée fournit à Habermas le moyen de

---

<sup>2</sup> Jürgen Habermas, *La Technique et la science comme « idéologie »*, Paris, Gallimard, 1973.

séparer critique de la technologie en soi – qu’il rejette – et critique de la fonction légitimante de la technologie dans l’idéologie technocratique.

C’est à l’occasion d’un réexamen critique du marxisme que Habermas élabore sa version de la thèse. Selon Marx, les tensions entre forces productives et rapports de production sont le moteur de la lutte des classes ; toutefois, réplique Habermas, la lutte des classes a vu son intensité diminuer au point que cette théorie doit être entièrement repensée. Pour rendre compte des tensions qu’interrogeait Marx par le biais des catégories sociales, il faut désormais faire appel à une analyse des types d’activité génériques et sous-jacents intervenant dans le travail et la communication.

Habermas substitue ainsi aux forces productives et aux rapports de production marxistes les concepts d’« activité rationnelle par rapport à une fin » et d’« activité communicationnelle ». L’activité rationnelle par rapport à une fin vise le succès et la maîtrise. La relation technique à la nature est, en ce sens, rationnelle, c’est-à-dire évaluable en termes d’efficacité et de résultat. Elle diffère de l’activité communicationnelle qui a pour but la compréhension réciproque plutôt que le succès technique. La tension entre ces deux types d’activité intervenant dans le travail et les rapports sociaux remplace désormais la problématique marxiste initiale.

Sur la base de ces distinctions, Habermas identifie deux éléments-clés présents dans toute société. D’une part, chacune d’elles possède un cadre institutionnel reposant sur un ensemble de significations, de pratiques et d’attentes mises au point à travers l’interaction communicationnelle. D’autre part, des sous-systèmes techniques renferment le savoir, les pratiques et l’appareillage permettant à la société de produire les biens nécessaires à la survie. L’équilibre entre les dimensions technique et communicationnelle peut varier d’une société à l’autre mais, jusqu’aux temps modernes, le cadre institutionnel était toujours demeuré prédominant.

Habermas distingue dans le développement de la modernité deux phases, marquées chacune par l’irruption d’un sous-système technique différent au sein du cadre institutionnel. Dans la première phase, celle de la société bourgeoise, le marché pénètre partout et dénature le cadre institutionnel en tant qu’instance déterminant la vie sociale. Aussi longtemps que le marché est interprété comme un phénomène quasi naturel, il renforce l’hégémonie bourgeoise. La légitimité des intérêts dirigeants se fonde sur leur identification avec les prétendues « lois » du marché.

Mais au XX<sup>e</sup> siècle, à mesure que les gouvernements commencent à réguler les marchés, cette légitimation s’estompe. Dans l’après-guerre, s’immisçant partout où le marché recule, la technologie organise toujours davantage la vie sociale ; la légitimation par le marché cède désormais la place à une légitimation technologique résultant de l’identification des intérêts

dirigeants avec le fonctionnement efficient du système. La dépolitisation masque le fait que la domination se poursuit, et justifie l'ordre technocratique.

Cet essai de jeunesse de Habermas cherche à concevoir une relation critique mais positive à la modernité. Il postule l'existence d'une rationalisation à deux visages, l'un technique, l'autre communicationnel. Si la rationalisation technique nous est évidemment familière, Habermas considère en revanche les progrès dans la liberté, l'individualité et la démocratie comme relevant d'une rationalisation communicationnelle qui lui est parallèle. Il ne condamne pas la modernité en tant que telle mais plutôt la surévaluation de la rationalisation technique au détriment de la communication. Au lieu de dénoncer la technologie, la critique devrait viser à l'approfondissement de la rationalisation communicationnelle.

Habermas, au cours de ses recherches ultérieures, développe une variante améliorée de cette théorie. Comprenant que l'activité individuelle ne porte pas spontanément à faire société et que le véritable problème consiste plutôt à coordonner de nombreux sujets agissants, il distingue deux types de coordination de l'activité, caractérisant respectivement les domaines du « monde vécu » et du « système ». Ces derniers ont remplacé le « cadre institutionnel » et le « sous-système technique » de l'essai de 1968. D'après la nouvelle théorie, la coordination est obtenue différemment au sein de chacun des deux domaines : au moyen de la compréhension réciproque dans le monde vécu, et au moyen d'une interaction communicationnelle réduite au strict minimum dans les systèmes tels que le marché.

Le monde vécu est essentiel à la reproduction des individus mais incapable de piloter les institutions d'une vaste société moderne. Pour cela, il faut les formes d'interaction plus impersonnelles, quasi mécaniques, que permettent les systèmes d'échange et de gestion de l'économie, des systèmes autorégulés et ne nécessitant aucun accord collectif mais uniquement des réactions conformes et minimalistes, à l'instar du dialogue typique intervenant dans la conclusion d'un marché ou l'obéissance à un ordre. La société moderne repose sur l'efficacité avec laquelle ces systèmes déchargent le monde vécu de certaines tâches trop complexes.

La technocratie est ainsi redéfinie en termes de « colonisation du monde vécu » par le système. Il risque, certes, d'en résulter un « meilleur des mondes » mais, contrairement à Huxley, Habermas ne désespère pas. Ravivant la vision bipolaire de *Cent ans après*, il plaide pour un contrôle social accru du système, sous la forme d'un consensus librement atteint dans la sphère publique au moyen d'actes communicationnels.

On ne peut que regretter qu'il fasse totalement l'impasse sur la technologie dans cette nouvelle version de sa théorie, aux éléments systémiques pourtant manifestes. En dépit de cette lacune, le dualisme habermassien présente d'intéressantes incidences. Les sociétés modernes,



explique-t-il, opèrent principalement dans deux mondes : un monde d'interactions institutionnelles quasi mécaniques et causales, et un monde structuré autour des significations et de la compréhension communicationnelle. Chacun de ces mondes réclame sa propre méthode d'analyse. Malheureusement, la façon dont Habermas applique cette conception dualiste n'est pas sans ambiguïtés.

Dans les discussions méthodologiques, la distinction est d'ordre analytique. Autrement dit, dans la réalité, système et monde vécu coexistent au sein de chaque institution sociale. Si le poids respectif des deux types de coordination de l'activité varie d'une institution à l'autre, il y a cependant toujours un chevauchement considérable.

Par conséquent, plaquer la thèse de la colonisation sur cette interprétation devient difficile : dans la mesure où système et monde vécu sont toujours déjà très enchevêtrés, comment l'un pourrait-il « coloniser » l'autre ? Habermas esquivé la question en identifiant tacitement système et monde vécu avec des institutions bien séparées telles que l'économie et la famille. Au risque de devoir admettre la neutralité du système en tant que sphère de pure rationalité. La rationalité du marché, par exemple, paraît fondée sur la nature même des rapports économiques plutôt que sur des choix sociaux. Les frontières du marché peuvent être fixées de l'extérieur mais, à l'intérieur de celles-ci, il n'obéit qu'à ses propres lois. De la même façon, la technologie peut être mise au service de tel ou tel objectif socialement déterminé, mais c'est la science et non la société qui établit son fonctionnement et son mode de développement.

Cette formulation élimine une problématique de la domination rationnelle que la première génération de l'École de Francfort jugeait pourtant décisive. Habermas revient à une notion plus traditionnelle et libérale-marxiste du progrès. La critique sociale se résume alors à une surveillance des frontières, les systèmes en tant que tels donnant toute satisfaction et seule leur expansion pouvant poser problème. Un tel point de vue n'est pas sans incidences conservatrices. La sphère communicationnelle n'y entretient avec les systèmes séparés qu'une relation instrumentale et n'est pas en mesure de les restructurer sur de nouvelles bases sans violer leur logique intrinsèque. Le système tombe aux mains du capital et des experts.

Si Habermas admet la neutralité des systèmes, c'est que lui fait défaut le concept de parti pris formel et, partant, le fondement conceptuel d'une critique des systèmes en tant que tels qui ne sombre pas dans le rejet romantique. Pris entre la thèse de la neutralité et la critique romantique, il se voit impuissant à mettre au point une Théorie critique adéquate de la modernité.

Pour contourner ces écueils, nous devons absolument garder à l'esprit que la distinction analytique entre système et monde vécu traverse toutes les institutions de la société moderne : il n'y a pas deux sphères sociales séparées mais des points de vue qui se chevauchent. C'est

pourquoi je propose, pour l'analyse de la technologie et d'un certain nombre d'autres institutions rationnelles, une théorie que je qualifie de « duale », selon laquelle la logique intrinsèque de ces institutions est conditionnée par les forces sociales présidant à leur conception et à leur configuration.

Examinons dans le détail cette théorie duale. Puisque système et monde vécu ne sont pas des choses séparées mais des aspects différents d'une seule et même chose, ils ne peuvent interagir causalement. Cependant, ils ne sont pas non plus identiques. Ces entités que distingue l'analyse entrent néanmoins, d'une façon ou d'une autre, dans un rapport logique. Le théorème de Pythagore, par exemple, exprime la relation entre les trois côtés d'un triangle rectangle. De même, la notion de forme exprime la relation entre les parties d'une œuvre d'art. Certes, les entités mises en relation – côtés, couleurs, formes – ne peuvent exister séparément, mais nous n'avons cependant aucun mal à les distinguer. Nous les appréhendons au moyen de concepts spécifiques adaptés à chaque cas particulier. Dans le cas des systèmes rationnels, c'est le concept de parti pris formel qui remplit ce rôle et exprime la relation entre les entités distinguées par l'analyse : fonctions du système et significations du monde vécu.

Le court essai de Hegel intitulé *Qui pense abstrait ?*<sup>3</sup> nous aidera à clarifier ce point. L'auteur y suggère de prendre le contre-pied des notions habituelles d'abstrait et de concret. Le penseur abstrait n'est plus le philosophe mais l'individu *lambda*, capable de résumer en une seule formule un complexe de relations. L'abstraction devient ainsi synecdoque, la partie tenant lieu de totalité concrète. Hegel oppose en guise d'exemple le maître vulgaire, traitant son serviteur en simple serviteur, à « l'aristocrate français », qui comprend que son serviteur a lui aussi des idées et des projets, et qui le considère comme une personne.

La conception habermassienne des systèmes sous-entend quelque chose d'analogue. Prenons les rapports marchands. Leur simplicité communicationnelle est rendue possible par le fait que l'échange économique est « abstrait » des rapports complexes qui l'entourent. En entrant dans un magasin, nous nous adressons à l'employé exclusivement en tant qu'il est un employé, en ignorant délibérément tous les autres aspects de son existence. C'est l'abstraction au sens hégélien. De manière générale, on peut considérer les systèmes comme des abstractions de l'ensemble plus vaste du monde vécu dans lequel ils sont enchâssés. L'« abstrait » n'est autre que la dimension fonctionnelle du monde vécu.

Dans le cadre de cette approche, que j'appelle « théorie de l'instrumentalisation », l'aspect causal du système est désigné par le terme d'« instrumentalisation primaire », et sa dimension sociale par celui d'« instrumentalisation secondaire ». Appliquée à la technologie, cette dichotomie

---

<sup>3</sup> Georg W. F. Hegel, *Qui pense abstrait ?*, Paris, Hermann, 2007.

a pour but de faire apparaître la relation entre deux aspects fondamentaux d'un artefact fonctionnel donné : sa structure causale et son impact sur le monde vécu.

L'instrumentalisation primaire consiste en une relation créative vis-à-vis des possibilités techniques offertes par les objets naturels. Elle « fonctionnalise » l'objet, ce qui suppose de *décontextualiser* certains éléments de la nature, de façon à isoler leurs caractéristiques utiles. Cette décontextualisation s'accompagne d'une *réduction* de l'objet aux seuls aspects permettant de l'incorporer à un dispositif. Toute innovation technique fait intervenir ces deux opérations grâce auxquelles les objets naturels sont introduits dans le monde social par l'intermédiaire de leurs potentialités pratiques.

L'instrumentalisation secondaire, quant à elle, confère aux potentialités jugées utiles du sens dans leur contexte social. La réduction de l'objet, qui lui arrache tous ses liens, est compensée également, dans la mesure où sa conception passe par la médiation de valeurs éthiques et esthétiques. Tel est l'impact du technique sur le monde vécu : il situe les artefacts dans le mode de vie dont ils proviennent.

Le procès de conception technologique combine ces deux niveaux d'instrumentalisation de manière à la fois nécessaire et transparente. Hormis le cas des interventions les plus simples, la mise au point d'un dispositif technique constitue toujours un acte social impliquant l'instrumentalisation secondaire. Ce modèle n'est pas purement rationnel : de puissants acteurs influent sur le processus d'adaptation. Certains projets sont favorisés, d'autres abandonnés, avec des conséquences différentes, bénéfiques ou non, pour les diverses composantes de la société. Le parti pris formel de la technologie dévoile ici toute sa portée politique.

Le fait que les sociétés modernes soient capables d'« abstraire » l'aspect fonctionnel des artefacts et d'édifier sur cette base des disciplines techniques masque leur dimension sociale essentielle. Certes, l'abstraction est utile – elle rend possible la technologie moderne – mais elle n'élimine pas, à proprement parler, le social. Souvenons-nous de l'exemple de la rampe d'accès évoqué plus haut. On peut décrire en termes purement techniques les propriétés causales de la rampe dans un cahier des charges ; toutefois, ce même cahier des charges représentera aussi, techniquement, les droits des handicapés. En cela réside son impact dans le monde vécu.

La critique sociale se doit d'aborder la question de la conception et de la configuration des systèmes techniques, et la théorie de l'instrumentalisation offre ici une approche non technophobe de la technologie. La domination systémique est pour elle de l'ordre d'une instrumentalisation primaire restreignant le champ des valeurs que servent les technologies et écartant par là même des contextes et des retombées importants. C'est ce qui s'est passé avec le développement de la technologie industrielle sous le capitalisme. Toutefois, l'instrumentalisation

secondaire peut permettre de désamorcer ou de mitiger le potentiel de domination en orientant la technologie vers une plus large gamme de valeurs sociales. Tel est le résultat des interventions démocratiques dans le domaine technologique. En distinguant ces deux niveaux, on épargne à la théorie le dilemme opposant technophobie essentialiste et thèse de la neutralité, dilemme qui pèse sur chacune des formulations élaborées par l'École de Francfort. Le concept-clé qui leur manque à toutes est la notion de parti pris formel, qui seule rend possible une véritable Théorie critique de la technologie.

Nous pouvons à présent reformuler la thèse habermassienne de la colonisation d'après les termes de cette approche. Au lieu de concevoir le système et le monde vécu comme des entités séparées entretenant une relation externe, il nous faut les considérer comme des points de vue dotés d'un poids relatif qui varie selon les sphères et les institutions sociales. Ceci implique de désencastrer systèmes (marchés, administrations, etc.) et sphères du monde vécu (famille, etc.). Nous serons ainsi à même de rendre compte des particularités de telle ou telle institution concrète.

Si, par exemple, le marché des prêts hypothécaires suppose, dans une certaine mesure, une relation communicationnelle de confiance, il dépend cependant beaucoup moins de la communication qu'une famille ou même une boutique de quartier au sein d'une communauté stable. Son caractère de système prédomine. En même temps, à un autre niveau, le monde vécu pénètre la structure systémique du marché hypothécaire ; que l'on songe, notamment, aux pratiques de *redlining*, qui excluent de l'accès au crédit les habitants des quartiers de minorités ethniques. L'inégalité raciale se traduit ici sous la forme de spécifications techniques propres à ce marché. Cela nous rappelle le parti pris attaché à la conception technologique. En l'occurrence, la conception du marché hypothécaire souffre d'un parti pris formel.

Généraliser le concept de parti pris de conception aux marchés et aux administrations équivaut à les exposer à une critique beaucoup plus radicale que celle à laquelle parvenait Habermas avec sa propre version de la thèse de la colonisation. À ce niveau plus profond apparaît la possibilité de démocratiser les systèmes.

### **Constructivisme, Théorie critique et communication**

Au déclin de la foi moderne en la pensée rationnelle, l'École de Francfort répliqua par une « dialectique de la raison » prenant acte de la faillite catastrophique de la modernité sans renoncer pour autant à la promesse d'une société rationnelle fondée sur l'émancipation à l'égard du mythe et de la domination. Cette dialectique trouva son application la plus significative dans l'étude du

développement de la société de masse. L'analyse élaborée par l'École de Francfort partait de l'idéal des Lumières résumé par Kant dans la formule « *Sapere aude!* » (ose savoir !), un idéal d'autonomie individuelle que Marx projettera plus tard sur le prolétariat sous forme de conscience de classe. Mais, au lieu d'une classe consciente d'elle-même, des masses atomisées et uniformisées trahiront les espoirs de Marx. C'était là le fruit de l'étonnante efficacité de la propagande et de la publicité, qu'il ne pouvait pas prévoir.

Dès le milieu du XX<sup>e</sup> siècle, le consumérisme mobilisait des peuples entiers et constituait le nouveau fondement de la domination de classe. Pour l'École de Francfort, « l'industrie culturelle » y contribuait de manière significative. Les produits culturels marchandisés d'aujourd'hui diffèrent radicalement des objets culturels d'autrefois, que ceux-ci aient été ou non déjà vendus par le biais du marché. L'art avait alors ses propres canons et sa propre logique, s'appuyant sur des traditions religieuses ou esthétiques. La vente d'une œuvre n'affectait pas sa forme intrinsèque aussi profondément que dans le cas des marchandises culturelles contemporaines, lesquelles, à travers un certain nombre de personnages, de scénarios et d'images stéréotypés, véhiculent une idéologie du conformisme. Un nouvel ordre autoritaire se dessine, au sein duquel accepter les faits et les gratifications prescrits par le pouvoir et renvoyés en écho par les médias apparaît comme la seule réponse rationnelle à la « réalité ». Nous assistons tout bonnement à une rationalisation des consciences. Cependant, l'idéal contraire n'a pas disparu : le débat démocratique entre individus libres demeure un impératif de la raison critique.

Habermas concrétisa cet idéal au plan sociologique. Dans l'un de ses premiers livres<sup>4</sup>, il faisait valoir qu'à l'ère bourgeoise, l'irruption des personnes privées dans le débat public avait institué une nouvelle forme sociale, qu'il nomma « sphère publique ». L'idéal de citoyenneté, au sens du droit de prendre part au discours rationnel relatif au bien public, était né de cette structure communicationnelle innovante. L'ouvrage de Habermas se concluait par une analyse de la destruction de la sphère publique bourgeoise par les médias de masse. Au moment même où la participation à la sphère publique s'élargissait à l'ensemble des couches dominées, cette sphère se voyait radicalement transformée et instrumentalisée par les gouvernements et les grandes entreprises.

Prenant le relai de cette conclusion pessimiste de Habermas, Marcuse publia son étude consacrée à « l'homme unidimensionnel », qui toucha elle aussi un vaste public dans les années 1960 et 1970. La plupart des théoriciens critiques étaient si fortement attachés à ce schéma en forme de déclin et de chute, qu'ils remarquèrent à peine l'effet inverse produit par Internet.

---

<sup>4</sup> Jürgen Habermas, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1992.

Habermas lui-même, incroyablement, le récusait dans une note de bas de page d'un exposé rédigé pour l'*International Communication Association* en 2006.

Ce point aveugle de la critique francfortoise plonge ses racines dans l'histoire de l'École, dont la pensée s'élabore au cours d'une longue période de défaites pour la gauche, une époque où, en outre, les macrosystèmes techniques et la diffusion offraient un paradigme dystopique de la technologie. En dépit d'une évidente tendance à dramatiser, les conclusions pessimistes de ces philosophes contiennent une grande part de vérité. Mais leur critique de la technologie se révèle incapable de dépasser son propre contexte historique. Jugée aujourd'hui abstraite et technophobe, elle se voit souvent rejetée par une génération de jeunes chercheurs pour qui Internet constitue leur environnement naturel et qui sont rompus aux nouvelles formes de lutte et de contestation.

Les luttes qui ont émergé autour de la technologie éclairent d'un jour nouveau la théorie de la sphère publique. Mouvements écologistes, pouvoir croissant des usagers dans les domaines de l'Internet ou de la santé, batailles économiques et techniques dans les pays en développement – tout cela témoigne du fait que les « masses » n'ont pas été complètement intégrées au système. Quoiqu'on ne puisse pas toujours les qualifier de « politiques » au sens traditionnel, ces luttes réfutent cependant le discours volontiers dystopique de la Théorie critique. Laquelle, malheureusement, aussi bien dans ses premières formulations que dans les travaux récents de Habermas et de ses épigones, dénie aux hommes tout pouvoir d'intervention dans la sphère technique. En cela, la Théorie critique reste prisonnière de la vision dystopique qui était appropriée à l'ère de la diffusion, alors même qu'Internet crée aujourd'hui un contexte social et technique inédit. C'est la raison pour laquelle je me suis intéressé aux approches socioconstructivistes de la technologie, qui, pour leur part, mettent l'accent sur les possibilités d'influer sur le développement technique.

Le terme de socioconstructivisme, ou constructivisme social, renvoie à plusieurs approches apparentées ayant cours dans les études sur la science et la technologie. Elles ont en commun de rejeter les théories positivistes et déterministes voulant que la science et la technologie soient les produits d'une compréhension purement rationnelle de la nature. Les constructivistes soulignent au contraire le caractère social de la science et de la technologie, social non pas au détriment de la rationalité mais en tant que contexte et milieu où celle-ci se déploie. Bien que le constructivisme ne soit pas une théorie politique, il a des incidences politiques. Sa critique du positivisme et du déterminisme sape les fondements de l'idéologie technocratique et de la théorie de la modernisation. La placer dans le champ de la Théorie critique permet de faire ressortir ces incidences politiques.

Sans doute les constructivistes ne sont-ils ni les seuls ni les premiers à récuser le déterminisme pour s'appuyer davantage sur les données empiriques dans l'étude de technologies spécifiques. Cependant, leurs travaux ont le mérite de mettre en relief deux grands principes méthodologiques : le rôle important de *l'interprétation* dans le procès de conception, et la *co-construction* des artefacts et des groupes sociaux. La mise en œuvre de ces principes dans l'étude des technologies ouvre au monde vécu des perspectives sur les assises matérielles de la modernité. Permettez-moi de débiter ma présentation du socioconstructivisme par une brève définition de ces principes, que je mettrai ensuite en pratique pour examiner le cas d'Internet.

Lorsqu'elle est appliquée à l'étude de la technologie, l'approche socioconstructiviste s'efforce d'identifier les « acteurs pertinents » impliqués dans le procès de conception. Ces acteurs définissent une situation donnée en termes de problème technique pour lequel ils cherchent une solution technique. Mais les définitions du problème varient en fonction des intérêts et des préoccupations des acteurs. Une perspective légèrement différente sur le « même » problème peut déboucher sur une solution technique radicalement différente. C'est ce qu'on appelle la « flexibilité interprétative » des artefacts. L'interprétation d'un artefact induit non seulement son usage mais sa conception même.

La technologie ne se résume pas à une collection d'artefacts ; elle implique également la co-construction de divers types de réseaux associant des hommes et des choses. La présence de ces réseaux est souvent manifeste ; c'est le cas, notamment, de l'usine ou de l'hôpital organisés autour de technologies médiatisant les activités des individus. Dans d'autres cas, il arrive qu'un groupe latent se constitue en réaction à des effets collatéraux imprévus ou à des possibilités non explorées du réseau. C'est ce qui se passe, par exemple, lorsque les victimes d'une pollution ou d'un empoisonnement alimentaire découvrent la source de leur problème commun et se mobilisent. Ou encore lorsque les utilisateurs d'une technologie découvrent de nouvelles façons de l'exploiter et y introduisent des éléments innovants.

Toutefois, ce qui fait défaut à la plupart des analyses constructivistes, ce sont justement ces groupes latents, les « acteurs non pertinents », ceux qui n'ont pas le pouvoir d'influer sur les décisions relatives à la conception technologique. Si l'on en croit les analyses marxistes du développement du système industriel, comme aussi celles de l'École de Francfort sur les médias de masse, cela représenterait l'ensemble des couches dominées. L'absence de ces non-acteurs dans les études constructivistes pose problème. De surcroît, les constructivistes hésitent encore à prendre en considération des influences diffuses telles que celles de l'idéologie et de la culture, qui jouent pourtant un rôle essentiel au plan politique.

En dépit de ses limites, le constructivisme peut nous aider à dépasser celles, complémentaires, de l'École de Francfort. Les théories de la société unidimensionnelle et du déclin de la sphère publique étaient le reflet de l'ère de la télévision, durant laquelle la diffusion avait acquis une puissance inédite. Mais, avec l'apparition d'Internet, le système médiatique s'est radicalement transformé, et il devient par conséquent nécessaire de réviser les analyses antérieures. Les méthodes constructivistes le permettent, qui rendent compte des relations entre ingénierie technique et ingénierie sociale de manière bien plus fine que ne parvenait à le faire l'École de Francfort.

S'il est envisageable de combiner ces approches à première vue indépendantes, c'est en raison d'une importante analogie méthodologique. Le constructivisme fait en effet valoir que, tout comme la forme-marchandise pénètre le contenu et les détails internes des produits de l'industrie culturelle, les exigences sociales pénètrent elles aussi le contenu et les détails internes des projets techniques. Ce parallélisme est le signe d'une même tentative visant à dépasser la notion de champs soi-disant autonomes, neutres en eux-mêmes et simplement « utilisés » par les acteurs sociaux à des fins extrinsèques. Théoriciens critiques et constructivistes insistent au contraire sur la sous-détermination des produits culturels et techniques et sur le rôle crucial des acteurs sociaux dans le processus d'élaboration de leurs rouages internes.

L'histoire d'Internet met bien en lumière la complexité des relations entre technologie et stratégies politiques. Sous le nom d'« Arpanet », il fut développé au départ par le Pentagone afin de partager le temps de travail des serveurs informatiques. Le moment décisif pour son évolution ultérieure fut le choix d'une méthode inhabituelle de gestion des données. Pour maîtriser leurs réseaux, les compagnies téléphoniques manipulaient les flux de données sur des ordinateurs centraux. Le protocole Internet, à l'inverse, veut que chaque ordinateur relié au système gère ses propres données, le contrôle centralisé du système devenant ainsi inutile, voire impossible. Il en résulta – conséquence inattendue – une continuelle innovation provenant des utilisateurs.

L'Internet s'ouvrit au public dans les années 1980 et le Web le rendit populaire dans les années 1990. À ce stade, le modèle scientifique du libre échange d'informations entra en conflit avec les intérêts des entreprises, tandis que toutes sortes d'applications communicationnelles se développaient rapidement sur l'Internet désormais public. Cette multiplicité d'acteurs et d'interprétations donna naissance à des modèles alternatifs dont aucun, pour le moment, n'est parvenu à l'emporter. Les diverses interprétations d'Internet renvoient à autant d'idéologies et de conceptions de la société. La lutte qu'elles se livrent suppose des visions sociales différentes, c'est-à-dire en fin de compte non seulement des usages différents d'une même technologie, mais bien des modes de vie différents, incorporés dans la conception de cette technologie.



Pour Internet, trois modèles coexistent aujourd'hui, à la fois complémentaires et en concurrence. Le modèle informationnel s'appuie sur les acteurs d'origine : la communauté scientifique. Le modèle consumériste répond aux besoins des entreprises. Le modèle communautaire, introduit par les utilisateurs *lambda*, a transformé Internet en un phénomène social totalement nouveau. Si aucun des trois n'a vraiment pris un avantage décisif, c'est dû en grande partie au principe de neutralité du réseau, en vertu duquel aucun type de données ne saurait être privilégié ni bénéficier d'un surcroît de bande passante au détriment des autres types. Cela permet d'empêcher que de puissants acteurs économiques ne fassent d'Internet, au mépris de ses fonctions communicationnelles, un simple média de diffusion supplémentaire.

La pertinence du modèle communautaire apparaît clairement à la lumière de la critique francfortoise des médias de masse, qui visait essentiellement à nous alerter sur l'efficacité avec laquelle la diffusion transforme les produits culturels en marchandises et génère un consensus favorable aux intérêts dirigeants. En introduisant des points de vue dissidents et en leur permettant de toucher une large audience à peu de frais, Internet contribue à saper le consensus. La marchandisation n'a pas disparu mais elle se cantonne à son public traditionnel – les mordus de l'écran – et ne parvient plus à pénétrer le contenu du discours aussi nettement qu'à l'ère de la diffusion. Le réseau, serait-ce imparfaitement, ressuscite une sphère publique d'expression et de débat.

Dans ces conditions, la technologie n'est plus seulement instrumentale ; elle joue en outre un rôle d'objet privilégié des discussions au sein de la nouvelle sphère publique. Du fait qu'il met en connexion des utilisateurs dispersés et des victimes du vaste système technique sous-jacent aux sociétés modernes, Internet détient un potentiel démocratique unique et encore largement inexploité : celui de permettre à des communautés latentes de se reconnaître et d'articuler leurs besoins.

À ce jour, c'est sans doute à travers la défense d'Internet par ses propres utilisateurs que ce potentiel s'exprime avec le plus de force. Les menaces pesant sur la neutralité du réseau ont rencontré la mobilisation efficace d'un nombre impressionnant d'utilisateurs. Il s'agit là d'une intervention démocratique pour le bien de la communication démocratique.

Les applications démocratiques d'Internet ont des incidences sur la rationalité et la domination. L'École de Francfort préconisait de réintégrer la rationalité à son contexte social, car elle situait la rationalité dominante dans les systèmes bureaucratiques et techniques du capitalisme avancé. Le fonctionnement d'Internet et le pouvoir que se découvrent utilisateurs et victimes dans des domaines comme la défense de l'environnement ou la santé, signalent l'existence d'une rationalité située ailleurs, une rationalité « d'en bas ». Le concept foucaldien de « savoir subjugué »

rend compte de l'expérience de ceux qui sont médiocrement représentés par la rationalité dominante. Le point de vue de ceux d'en bas met en évidence le point aveugle des décideurs et incite à la résistance lorsque le procès de conception dominant dédaigne les intérêts des participants.

Tout comme l'École de Francfort reliait la rationalité dominante à un sujet social et à son projet, notre rationalité d'en bas doit, elle aussi, correspondre à un sujet et à un projet. Ce sujet est multiple ; il est constitué par les réseaux techniques prenant conscience d'eux-mêmes et émergeant en tant que communautés de résistance. Là où leurs luttes engendrent de nouvelles significations qui reviennent nourrir le développement technologique, ces communautés modifient les projets et les disciplines techniques. Dans de tels cas d'intervention publique sur des questions technologiques, rationalité et valeurs inscrivent ensemble leurs préoccupations dans des normes techniques revues et corrigées.

Internet fournit un exemple en action de co-construction d'une technologie et d'une société. Dans la mesure où cette co-construction élargit le champ des dispositifs communicationnels représentés par les normes techniques, je parle de « rationalisation démocratique ». Le terme semble un oxymore. Chez Weber, « rationalisation » signifie calcul et contrôle, et renvoie implicitement à l'administration et au management de type hiérarchique. Weber soutient, de manière acritique, que l'organisation dans une société moderne réclame une stricte régulation par le haut.

Il nous faut élargir ce concept wébérien jusqu'à imaginer une rationalisation qui ne préjuge pas du futur et qui, bien que toujours fondée sur l'optimisation des moyens par le biais du calcul et de l'innovation, ne conduise pas pour autant inéluctablement à un système de contrôle tyrannique. Une société « rationnelle » d'un nouveau genre est possible, réclamant une technologie différente et s'appuyant sur une discipline mutuelle et une direction démocratique. Cet espoir explique les interventions de plus en plus courantes des citoyens *lambda*.

Les interventions en question n'adoptent généralement pas la forme de la politique électorale. Elles émergent plutôt de controverses, d'audiences et d'actions en justice, d'une participation au procès de conception et d'appropriations créatives. Bien souvent, les systèmes en sortent améliorés, notamment en matière de renforcement des règlements environnementaux ou d'introduction de davantage de communication sur les réseaux informatiques. Il est donc légitime de parler de « rationalisations ».

Ce nouveau fonctionnement de la sphère technique a pour effet d'introduire peu à peu les questions technologiques au sein de la sphère publique, où elles font l'objet de considérations normatives. Il nous faut une théorie de la démocratie adaptée à cette situation en pleine

évolution. Le cadre conceptuel actuel repose sur ce qu'on appelle le dilemme base-expertise : les défauts et les vices rencontrés dans les systèmes technologiques incitent le public à apporter son grain de sel. L'individu *lambda* s'exprime et les experts réagissent. De ces interactions entre utilisateurs de base et experts, il peut naître de meilleurs systèmes. Le domaine technique doit être redéfini pour englober l'expérience des utilisateurs et des victimes au même titre que le savoir des experts. Sur la base d'un même phénomène technique, les échanges entre ces deux groupes fournissent des énoncés différents, du point de vue du système et du monde vécu.

J'ai débuté mon exposé en comparant images utopiques et dystopiques de la technologie, mais en réalité nous ne poursuivons pas davantage les unes que nous ne fuyons les autres. La menace technologique a reculé avec l'essor de nouveaux mouvements sociaux établissant la possibilité d'une intervention humaine au sein de la sphère technique. La défense de l'environnement et Internet ont réveillé les aspirations au contrôle de la technologie. Si j'ai volontairement mis l'accent sur les luttes dont la sphère publique technique est le théâtre, je suis cependant bien conscient qu'elles ne peuvent à elles seules régler définitivement la question. L'idéologie dominante domine toujours, mais au moins son hégémonie ne peut-elle plus s'appuyer sans discussion sur les exigences de la technologie. L'épreuve de force engagée autour de la liberté de communiquer promet de nouvelles avancées démocratiques. Pour autant que le succès de cette lutte ait quelque rapport avec une tâche théorique, la Théorie critique peut encore y contribuer.

*Andrew Feenberg, Chaire de philosophie de la technologie, Université de Vancouver  
Traduction de l'anglais : Sinziana*